

1998-560

L' ELARGISSEMENT DE L'OTAN ET LA SECURITE DANS LES BALKANS

La volonté d'adhérer aux organisations européennes et atlantique conditionne pour les pays de l'Europe centrale et orientale leurs efforts économiques politiques et militaires depuis la disparition du rideau de fer.

L'enjeu de l'élargissement de l'OTAN et de l'Union Européenne est devenue une sorte d'anti-traité de Versailles pour le 21-eme siècle.

La réussite de l' élargissement de l'OTAN devient naturellement un objectif souhaitable , nécessaire , indispensable même, pour construire et consolider un système paneuropéen , pacifique et relativement démocratique.

Pourtant au lendemain de ce « bouleversement » à l'Est, les principales organisations européennes (Communauté Européenne , Conseil de l'Europe , Union de l'Europe Occidentale et l'OTAN) se sont trouvées confrontées à la question de l'élargissement. Les difficultés liées à une telle ouverture et les risques d'une telle modification de l'ordre stratégique existant sont bien évidemment réels.

Par ailleurs, quatre années d'implication de l'Union Européenne et de l'UEO dans la plus grande crise européenne de l'après guerre froide, celle de l'ex Yougoslavie, conduisent à un bilan extrêmement contrasté . Les performances de ces organisations de la défense européenne se sont révélées en effet peu efficace sur le terrain diplomatico-militaire, alors qu'elles se sont montrées essentielles et importantes sur le plan économique et financier.

Cette crise, ainsi que les événements albanais confirment un autre bilan celui de l'existence, en Europe, dans la région des Balkans de paramètres spécifiques qui sont à prendre en considération pour analyser, prévoir et diriger les évolutions contemporaines.

Cette évolution exige une nouvelle politique en abandonnant les réflexions stéréotypées qui ont caractérisé l' époque de la guerre froide.

LES BALKANS , UN DEFI A LA SECURITE EUROPEENNE

L'arrêt des hostilités en Bosnie- Herzegovine en 1995, n'a pas mis fin aux bouleversements dont sont victimes la plupart des pays de l'Europe du Sud - Est .

La pauvreté, l'autoritarisme politique, l'arbitraire économique et l'hostilité mutuelle qui avaient régné dans cette zone pendant le 20-ième siècle jusqu'à la fin de la guerre froide ont été à l'origine de violences en Albanie et des guerres en ex Yougoslavie .

Les enjeux internationaux ne sont pas moins importants. La rivalité gréco-turque en mer Egée et le conflit de Chypre risquent à tout moment de tourner à l' affrontement militaire. La paix en Bosnie ne peut pas cacher les intentions expansionnistes de la Croatie et de la Serbie. Enfin, la question albanaise pèse sur les relations entre la Grece, la Macedoine et la Serbie d'un côté, l'Albanie de l'autre.

Dans ce contexte il est nécessaire de rappeler les victimes de la dernière tragédie européenne en ex Yougoslavie :

Au premier rang, ce sont les civiles, principales cibles des affrontements, de la terreur et du nettoyage ethnique en Croatie et en Bosnie - Herzégovine - près de 300000 morts et 400000 blessés.

Ensuite, les réfugiés qui au total représentent environ 3 millions de personnes.

Enfin, les experts évaluent les coûts de la reconstruction de cette région de 60 à 80 milliards de dollars.

En outre, il existe des victimes potentielles - ce sont toutes les personnes qui seraient brisées lors de nouveaux conflits régionaux, si la situation géopolitique ne change pas. Dans les Balkans, toutes les régions à populations mixtes peuvent devenir des zones des tensions. Les problèmes du Kosovo, de la Voïvodine, du Sandgjak, de la Macédoine sont toujours pendents.

La fin de la guerre froide n'a pas mis fin à la tension dans cette région. Par contre, le nouvel ordre stratégique a provoqué l'apparition de problèmes ethniques et religieux qui semblaient oubliés ou plutôt cachés durant l'époque du totalitarisme.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'avenir de notre continent, parmi les victimes de la guerre en ex Yougoslavie se trouve l'Union Européenne, dont l'ambition est de rassembler les citoyens du continent autour d'un projet commun, à la fois économique, social, politique et ethnique. Ce projet se réfère à la déclaration des Droits de l'homme, de l'Acte d'Helsinki (août 1975) et de la Charte de Paris pour une nouvelle Europe (novembre 1990).

Pendant la crise yougoslave, cette Europe a montré que les principes de ces textes n'étaient pas des valeurs prioritaires et mobilisatrices.

En Bosnie, l'Union Européenne a affronté des problèmes qu'elle n'a pas eu la capacité de résoudre.

Le premier véritable problème concernait la légitimité de l'Union européenne dans le domaine de la défense, sa capacité de décision en la matière et l'efficacité opérationnelle de ses éventuels moyens d'action. L'impuissance européenne à définir une politique commune à l'égard du conflit yougoslave s'explique surtout par la nouvelle donne stratégique. Les nouveaux risques de l'après guerre froide n'impliquent plus de menace collective contre l'ensemble de l'Europe, ils rendent donc très difficile l'élaboration immédiate d'une réponse commune.

Le second problème tient aux divergences qui existent entre les pays occidentaux sur la construction européenne et sur l'avenir de l'Europe. Ces divergences sont d'autant plus importantes qu'elles bloquent souvent le processus d'évaluation de la situation et de prise de la décision politique et militaire.

La divergence des réflexions sur une région telle que les Balkans est considérable, parfois tragique.

Enfin, la dépendance des Européens à l'égard des Etats - Unis est un facteur important, qui doit être pris en compte pour l'avenir de l'intégration européenne et pour l'établissement de la paix dans les régions de crise.

En outre, sur le plan militaire, seule l'OTAN possède les moyens de commandement nécessaires à la conduite d'une opération de l'envergure de celle menée en ex Yougoslavie. De même, les tâches de la défense européenne actuelle sont limitées aux missions de gestion des crises périphériques.

Dans ce contexte, il est nécessaire de rappeler l'accord sur la complémentarité entre la défense européenne (UEO) et l'OTAN de janvier 1994 où l'Alliance a affirmé pour la première fois sa disponibilité à mettre à disposition ses moyens collectifs pour les opérations de l'UEO menée par les alliés européens en application de leur politique étrangère et de sécurité commune.

de société. Il faut souligner, qu'en Bulgarie existe, depuis 12 mois et pour la première fois dans son histoire contemporaine, le consensus politique et social sur les priorités fondamentales de la politique intérieure et étrangère. De plus ce pays joue maintenant un rôle stabilisateur dans les Balkans.

La situation géographique est un élément très important qui doit être pris en compte. Dans le contexte géopolitique, la situation géographique des pays candidats est favorable à l'élargissement de l'OTAN vers les Balkans. L'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie changerait en profondeur la situation géopolitique et géostratégique dans les Balkans. Cela permettrait à l'OTAN de contrôler les points sensibles en Macédoine et en Serbie. Par ailleurs cette adhésion obligerait la Turquie et la Grèce de coopérer étroitement avec ces deux nouveaux membres, voire de coopérer entre eux. En outre l'adhésion de la Slovénie renforcerait le contrôle sur la Bosnie - Herzégovine et pousserait la Croatie à faire les démarches nécessaires pour entrer dans l'OTAN et l'UE.

De plus, l'adhésion de ces trois pays rapprocherait l'OTAN vers d'un autre point sensible - l'Albanie. On peut donc constater que la direction de l'élargissement de l'OTAN vers les Balkans en ce qui concerne la situation géographique et tout à fait logique et raisonnable. D'autant plus que cette région semble l'objet le plus sensible aux différentes influences et aux rivalités réapparues après la guerre froide.

Il subsiste pourtant, des facteurs défavorables qui préoccupent les pays candidats de la deuxième vague de l'élargissement. Cette préoccupation est due à la position, parfois hésitante des pays membres de l'OTAN.

La première préoccupation concerne des différentiels de sécurité qu'un élargissement pourrait créer entre les premiers admis et les pays laissés en liste d'attente indéfinie. Le passage d'une première vague d'élargissement à une seconde risque d'être pour diverses raisons - opposition de la Russie, opposition des nouveaux membres, coût, évolution de chaque pays, évolution du contexte économique et géostratégique, etc...,- aussi complexe et long à concevoir que le processus actuel.

Il faut donc que l'OTAN ne laisse pas les exclus isolés, confrontés à des problèmes régionaux, comme ceux des Balkans et avec la Russie, dont la position négative en ce qui concerne l'élargissement de l'OTAN est assez claire.

En conséquence, il est évident que parallèlement à l'élargissement, il faut renforcer les liens tant avec la Russie qu'avec ceux des pays qui ne participeront pas à la première vague d'élargissement de l'OTAN à l'Est. L'OTAN doit aussi supporter les efforts des pays candidats à établir de bonnes relations économiques, politiques et militaires avec leurs voisins.

Dans ce contexte, les initiatives de la Bulgarie pour établir un climat favorable dans les Balkans sur la base de relations bilatérales et internationales doivent être reconnues à leur juste valeur. Les efforts de ce pays, sont destinés également à la création des forces d'action régionales qui pourraient être mises à disposition sur l'autorité de l'OTAN et de l'UEO.

Il faut souligner, que le processus d'élargissement est un processus de rapprochement bilatéral: d'un côté les pays candidats doivent parcourir leur tronçon de voie en respectant les exigences économiques, politiques, et militaires, de l'autre côté, l'OTAN doit surveiller et évaluer leurs démarches et définir les délais de leur adhésion, conformes au leur niveau de la préparation.

Dans ce contexte, il est clair, que pour créer un système véritablement paneuropéen il faut étendre la zone de l'OTAN vers l'Est, où sont assurées la démocratie, la sécurité et la stabilité. On peut évoquer pour cela, le rôle politique déterminant que l'OTAN a joué dans le passé dans la réconciliation franco-allemande

de 1954, dans la démocratisation de l'Italie, puis de l'Espagne et du Portugal, sans parler de sa fonction stabilisatrice entre la Grèce et la Turquie. Le rôle fondamental en faveur de la reconstruction de l'Europe et de l'intégration politique européenne est aussi une contribution incontestable de l'OTAN.

Les pays candidats des Balkans espèrent que le rôle politique de l'OTAN continuera, d'autant qu'actuellement cette organisation dispose de moyens politiques et militaires beaucoup plus performants qu'à l'époque de sa création. Par ailleurs, après la dissolution du pacte de Varsovie, l'OTAN est devenue l'unique organisation politico-militaire, capable d'établir et de garantir la paix en Europe et dans les Balkans.

Le deuxième facteur défavorable que certains experts de l'OTAN mettent en avant est la question du lien entre élargissement et réforme des structures de l'OTAN. Une double raison menait en réalité à l'idée d'une réforme de l'OTAN: d'une part celle de la gestion des crises, dont le conflit bosniaque a relevé les difficultés; d'autre part celle de l'élargissement, puisqu'il faut à la fois intégrer les nouveaux membres dans la structure militaire et témoigner, à l'égard de la Russie, d'une évolution réelle de la posture de l'OTAN vers des tâches de sécurité collective désormais prioritaires. La réforme de l'OTAN est d'autant plus importante pour les pays balkaniques candidats de la deuxième vague d'élargissement car le délai de leur adhésion est en dépendance directe de l'évolution de sa structure.

Il y a donc de bonnes raisons de conclure que la sécurité dans les Balkans dépend forcément de l'élargissement de l'OTAN et de la réforme de sa structure militaire ainsi que d'une stratégie bien adaptée aux conditions contemporaines.

Le troisième facteur défavorable qui préoccupe certains pays membres de l'OTAN et les pays balkaniques candidats est le fait que malgré la situation instable dans cette région, aucun pays de cette région n'ait été invité dans la première vague d'élargissement. La stratégie de l'élargissement adoptée par l'OTAN en faveur des zones sûres, en délaissant les zones définies comme instables, semble en contradiction avec les buts généraux déclarés de cette organisation. Il n'est pas certain que les zones sûres deviennent plus sûres après l'élargissement mais il semble évident que les zones d'insécurité deviendront plus instables.

Pourtant ce facteur au fond défavorable, incite les pays candidats à un grand effort pour créer dans les Balkans des relations de type « occidentales ». Ceci doit être reconnu par l'OTAN et doit entraîner l'élaboration d'un projet d'élargissement correct, avec des délais et des conditions assez claires. Ce projet doit faire partie intégrante de la nouvelle stratégie de l'OTAN.

Le coût de l'élargissement est montré par certains experts comme un facteur défavorable. Selon les premières estimations, ce coût serait d'un montant d'environ 27 milliards de dollars pour les trois premiers pays déjà invités. Plus tard, il a été précisé que les coûts seraient d'environ 5 milliards de dollars, et la dernière estimation donne un chiffre assez raisonnable - de 2 milliards de dollars. On peut, donc conclure que par comparaison avec les dépenses humanitaires et militaires pour établir et maintenir la paix en ex Yougoslavie, par exemple, l'élargissement de l'OTAN vers cette région coûterait beaucoup moins cher.

Par ailleurs, tous les candidats à l'élargissement sont déjà convaincus qu'ils doivent payer la plupart de ces dépenses, car la demande de sécurité commune est obligée de contribuer pour elle.

Il est donc indispensable de souligner que l'Europe militaire dans l'OTAN, sans politique extérieure commune, n'a pas plus d'avenir qu'une Europe politique dans l'UE, sans compétence et responsabilité militaire. En conséquence, les liens entre l'UE, l'UEO et l'OTAN constituent un enjeu nécessaire pour l'avenir de l'Europe .

Par ailleurs, la construction d'une Europe commune est désormais impensable avec l'existence permanente des zones d'insécurité. Dans un contexte géopolitique, il faut d'un côté, établir et maintenir la paix où c'est nécessaire, et d'un autre côté, intégrer dans les organisations européennes et atlantique progressivement les pays en ayant la capacité suffisante.

L' ELARGISSEMENT DE L' OTAN - UN CHOIX NECESSAIRE POUR LA SECURITE ET L' INTEGRATION EUROPEENNE

Dans le cadre de ces réflexions, l'élargissement de l'OTAN et de l'UE devrait contribuer à la sécurité en Europe et à la sécurité dans sa région sensible - les Balkans.

Pourtant il faut se demander quels sont les facteurs en faveur et contre un tel élargissement .

Le premier facteur favorable tient au fait que, dès la chute du mur de Berlin, les pays d'Europe occidentale ont été obligés de prendre conscience que d'une part, l'Europe ne se limite pas à sa partie occidentale. Par ailleurs, ils ont accepté le fait que la construction européenne, dorénavant, doit être considérée comme une construction commune à laquelle ils sont obligés d'associer les pays d'Europe centrale et orientale .

Le second facteur favorable est la volonté des pays d'Europe centrale et orientale d'adhérer à l'OTAN et à l'UE en respectant toutes les conditions politiques, économiques et militaires, posées par les pays membres.

Pourtant, il faut surveiller le développement de ce facteur pour que cette volonté ne dégénère pas en une impatience et un mécontentement, causés par les sacrifices nécessaires de la population durant cette période de transition.

A ces deux facteurs initiaux on peut ajouter des facteurs dérivés : Tout d'abord, l'apparition de nouvelles menaces ethniques, religieuses et nationalistes provoquent un vide de sécurité, dont l'ex Yougoslavie est un exemple. Il est donc préférable et moins cher pour les pays occidentaux d'éliminer les « zones grises » en élargissant l'OTAN et l'UE, que d'être obligé, le cas échéant d'intervenir militairement .

En outre, les pays candidats sont obligés, avant d'être admis à l'OTAN de remplir les exigences politiques, économiques et militaires, ce qui les motive à résoudre leurs problèmes avec l'extérieur et à l'intérieur . Le cas de la Roumanie et de la Hongrie qui ont réussi à résoudre leurs problèmes bilatéraux avant de poser leur candidature, est un bon exemple.

Ensuite, il faut ajouter que la coopération militaire entre les pays de toute l'Europe dans le cadre du partenariat pour la paix, de l'OSCE, de l'ONU, et de l'UEO est devenue un facteur constant qui a trouvé sa réalisation en Albanie et en ex Yougoslavie .

Enfin, les pays candidats s'efforcent de rattraper leur retard économique en réalisant les réformes démocratiques dans tous les domaines de la vie

CONCLUSION

En Europe les conditions politique, économique et militaire pour créer une sécurité commune, crédible et constante existent. L'avenir de la sécurité européenne est fonction de l'amélioration de l'efficacité politique et militaire des organisations européennes, du développement de la structure et de la stratégie militaire de l'OTAN et de la continuité du processus de son élargissement ainsi que du succès des réformes démocratiques menées par les pays de l'Europe de l'Est .

Ensuite, il semble que l'intégration dans l'OTAN et l'UE soit la façon la plus efficace pour éliminer des zones grises en Europe et dans les Balkans .

La continuité du processus de l'élargissement de l'OTAN vers les Balkans est plus importante pour la sécurité dans cette région. Il faut respecter rigoureusement les critères imposés aux pays candidats par les pays membres de l'OTAN mais il faut aussi maintenir la paix dans cette région. L'évaluation politique doit devenir un critère inné à l'élargissement de l'OTAN et de à l'intégration européenne. Sans application de ce critère dans les Balkans on risque de répéter les événements de l'ex Yougoslavie et d'Albanie. Le ralentissement de l'élargissement de l' OTAN vers la région des Balkans entrainerait sans doute un ralentissement de l'intégration européenne .

Par ailleurs, la situation géographique des pays candidats de cette région est favorable pour établir un contrôle permanent sur tous les points sensibles dans les Balkans ce qui pourrait conduire à l'amélioration de la situation géostratégique de l'OTAN et de l'UEO en Europe .

Enfin, il ne faut pas rater une nouvelle fois la chance de construire une nouvelle Europe avec la participation de tous les pays européens. L'abandon de la politique de rivalité, du sponsorat et de préférences subjectives est une condition nécessaire pour la réussite de cet objectif .

L.C.L. KARAMOUNTCHEV